

CNT CONFEDERATION NATIONALE du TRAVAIL

Syndicat de combat, révolutionnaire, autogestionnaire, solidaire !

Union Départementale des syndicats CNT de l'Isère
BP 385 38015 Grenoble cedex 1 interco.38@cnt-f.org
Permanence : premier lundi du mois 18-20h au 102 (102 rue d'Alembert 38000 Grenoble)

GRÈVE, BLOCAGE, SABOTAGE !

Action directe contre l'état et le patronat !

Le gouvernement et les patrons continuent leurs attaques contre l'ensemble des travailleur/euse-s : on peut observer, entre autre, la suppression massive de postes dans les services publics, l'augmentation du temps de travail par le rallongement de la durée de cotisations (pour toutes et tous les travailleur/euse-s du privé comme du public et pas seulement pour les régimes spéciaux), la remise en cause du droit de grève, la suppression massive de poste dans la fonction publique, l'injuste franchise médicale, la stagnation des revenus les plus bas alors que les prix flambent ... La liste est malheureusement très longue et ne s'arrête pas là.

L'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cessent de se creuser depuis une dizaine d'années alors qu'il s'était réduit au cours du 20^e siècle. Sarkozy, pensant certainement que les gueux n'ont que ce qu'ils méritent et sont incapables de se révolter, décide de s'octroyer une augmentation de 206,5% (primes comprises), alors que les 500 plus grandes fortunes françaises se sont enrichies de 40 % en 2006, et que l'état a fait pour 15 Milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches, pour les smicard-e-s, les rmistes, la situation ne cesse de se dégrader.

Il est plus que temps de réagir et de s'organiser pour défendre nos acquis sociaux. Mais nous ne devons pas nous arrêter là, sous peine d'être toujours en retard d'une bataille dans la guerre que nous mène le capital. Passons à l'offensive et commençons à construire pour cela dès aujourd'hui les germes de la société que nous voulons pour demain : égalitaire, autogérée, sans état, ni patrons.

Ni privé, ni d'état : Services publics autogérés

Les services en question ne sont pas publics, et ce pour de multiples raisons. Tout d'abord, pour un certain nombre d'entre eux, leur accès est encore réservé aux seuls détenteurs de liquidités. D'autre part, « public » impliquerait un choix du peuple, or il n'en est rien. Est-ce que la création de franchises médicales est un choix du peuple ? Aussi, comment qualifier de publiques des structures qui confient une grande partie de leurs activités à des officines privées (nettoyage, sécurité, logistique...) ? Cette incursion du privé se traduit aussi par une gestion du personnel digne des fleurons du CAC 40 : licenciements, salaires au mérite, casse des statuts...



Cette situation est le fruit du contrôle de l'état, qui légitime ces pratiques et n'assure donc nullement son « service » mais sert plutôt les intérêts du patronat. On assiste en effet à une véritable collusion entre les différents pouvoirs, activement soutenue par les partis et syndicats co-gestionnaires. Afin de remédier à cette situation, donnons-nous les moyens de créer de véritables services publics pour toutes et tous en en reprenant le contrôle et en les gérant démocratiquement (travailleur/euse-s et usager-e-s).

Puisque personne ne travaille à notre place, alors que personne ne décide à notre place !

Depuis plus de 20 ans déjà, les différents gouvernements n'ont cessé de rogner sur les mécanismes de protection sociale créés au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est ainsi que no-

tre salaire socialisé, fruit de notre travail, nous est confisqué. Les cotisations patronales sont un pur produit de l'imagination des capitalistes car ce sont les travailleur/euse-s qui produisent des biens et des services. Par conséquent, la gestion des différentes caisses de solidarité leur revient de plein droit. Nous devons réclamer la création d'une caisse unique (sécurité sociale, retraite, assurance chômage) pour toutes et tous les travailleur/euse-s (salarié-e-s ou non) gérée directement par elles et eux (avec des mandats courts, révocables et non cumulables). Nous en profiterions pour d'abord revenir aux 37,5 années de cotisations pour toutes et tous, voir une évolution vers les 35 années ou encore une cessation progressive d'activités qui permettraient aux plus ancien-ne-s de faire profiter aux plus jeunes de leur expériences dans des conditions de travail adaptées à leurs conditions physiques.

Travaillons tou/te-s, moins et autrement

De plus en plus d'individu-e-s sont contraint-e-s à des conditions de vie précaires (sans logis, sans papiers, chômeur/euse-s, étudiant-e-s et travailleur/euse-s précaires, etc.). C'est une majorité qui subit les dégradations sociales provoquées par la violence capitaliste. Et c'est une petite minorité qui en profite et qui n'a aucun intérêt à montrer les limites du système qu'elle a imposé.

Contre la précarité sociale il nous revient de partager le travail et les richesses, et de réorienter le travail

vers des activités socialement utiles.

Dans l'immédiat nous, syndiqué-e-s de la Confédération Nationale du Travail, revendiquons une réduction du temps de travail, la titularisation de toutes et tous les précaires, la régularisation de toutes les personnes sans papiers, un logement décent pour chacun-e et une augmentation de salaires inversement proportionnelle à la hauteur de ceux-ci, pour avancer vers l'égalité salariale.

Nous avons conscience que nous n'obtiendrons rien de cela avec une journée de grève. C'est pourquoi nous proposons dès aujourd'hui de voter la grève reconductible pour construire la grève générale illimitée, par des assemblées générales décisionnelles qui seules permettent de ne pas se faire confisquer la contestation par les bureaucraties syndicales. Ceci ne pourra se faire que grâce à un rassemblement de tous ceux et toutes celles qui luttent pour leur dignité à la base.

L'état utilise des médias aux ordres pour discréditer les grévistes, envoie ses flics pour déloger, matraquer, enfermer les étudiant-e-s en lutte. Cela ne nous fera pas reculer !

Pour l'unité de tou/te-s les travailleur/euse-s! Qu'ils et elles soient précaires ou non, sans emplois, syndiqué-e-s ou non, en formation (étudiant-e-s), avec ou sans-papiers... ! Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

LA CNT : UN SYNDICAT...

UN SYNDICAT REVOLUTIONNAIRE ! Parce que cette forme d'organisation, telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité, englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et pour, ensuite, réorganiser la société. **DE COMBAT !** Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs et travailleuses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqué-e-s elles et eux-mêmes. Parce que nos délégué-e-s sont élu-e-s sur des mandats précis et qu'ils et elles sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous tenons à l'autonomie des syndicats locaux et au fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations...). **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs et chômeuses, des précaires, des mal logé-e-s, des sans-papiers, des lycéens et lycéennes, des étudiants et étudiantes sont aussi les nôtres. Parce que les travailleurs et travailleuses du monde entier sont tous et toutes victimes des mêmes maux.

Si vous désirez recevoir gratuitement le Combat Syndicaliste, journal de la CNT, pour 3 numéros, envoyez le coupon suivant : (écrivez en majuscules SVP)

Nom, Prénom :

Adresse :

Code postal, Ville :

Profession :

Email :

[] Je désire recevoir des informations sur la CNT [] Je désire rencontrer un-e adhérent-e de la CNT

CNT UD38

BP 385

38015 Grenoble cedex 1

Email : interco.38@cnt-f.org

